



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-05 du 3 février 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis font appel à l'OMC dans les affaires dites « acier/aluminium » et « Made in Hong Kong »
2. L'administration Biden dévoile la liste des 11 pays qui participeront aux négociations de l'APEP
3. Les États-Unis, les Pays-Bas et le Japon auraient trouvé un accord sur le contrôle des exportations de semi-conducteurs avancés vers la Chine
4. Le Président républicain de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants identifie le renforcement du contrôle-export vers la Chine comme sa priorité
5. L'administration Biden recourt à nouveau aux mécanismes de mise en œuvre de l'USCMA

Climat – énergie – environnement

6. L'US EIA communique sur les réserves prouvées de gaz naturel et de pétrole aux États-Unis
7. Les États-Unis publient l'accord signé avec la RDC et la Zambie sur la chaîne de valeur des batteries
8. L'administration Biden intègre le climat et l'énergie dans le Partenariat des Amériques (APEP)
9. Le Département de l'Énergie des États-Unis investit 131 M\$ pour réduire la pollution par le carbone

Transport et infrastructure

10. L'administration Biden annonce un montant de 800 M\$ pour financer l'amélioration des routes

Industrie

11. Boeing a livré son ultime 747

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. La FDA annonce une réforme structurelle de son programme d'alimentation humaine
13. Un rapport met en lumière l'épuisement de la ressource en eau en Californie par son agriculture

Numérique et innovation

14. La FTC subit un revers judiciaire dans sa tentative de bloquer l'acquisition de Within par Meta
15. La NTIA appelle à stimuler la concurrence sur les marchés des applications mobiles
16. L'UE et les États-Unis signent un accord administratif sur l'IA

Santé

17. La FTC sévit contre les entreprises qui partagent les données de santé de leurs clients

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis font appel à l'OMC dans les affaires dites « acier/aluminium » et « Made in Hong-Kong »

Les États-Unis ont [annoncé](#) le 27 janvier faire appel des rapports des deux groupes spéciaux de l'OMC, portant respectivement sur les droits de douane additionnels imposés depuis 2018 par les États-Unis sur les importations d'acier et d'aluminium, et sur les mesures américaines de labellisation obligatoire des produits originaires de Hong Kong.

L'ambassadrice américaine auprès de l'organisation, M. Pagan, a [déclaré](#) que ces décisions étaient « *erronées* », en rejetant la capacité du système de règlement des différends de l'OMC à se prononcer sur l'invocation de l'exception de sécurité nationale par les membres de l'organisation, qui relève de leurs « *responsabilités souveraines* ».

L'organe d'appel de l'OMC étant paralysé depuis décembre 2019 du fait du blocage des nominations de ses membres par Washington, l'appel « *in vacuo* » des États-Unis dans ces deux affaires a pour effet de geler *sine die* les deux procédures de règlement des différends.

2. L'administration Biden dévoile la liste des 11 pays qui participeront aux négociations de l'APEP

À l'occasion d'une réunion ministérielle virtuelle organisée le 27 janvier, le Secrétaire d'État A. Blinken et la Représentante au Commerce K. Tai ont officiellement [lancé](#) les négociations de l'APEP (« *Americas Partnership for Economic Prosperity* »), qui avait été annoncé par le Président Biden lors du Sommet des Amériques en juin 2022. Les négociations associeront, outre les États-Unis, 11 pays : Barbade, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, Mexique, Panama, Pérou et Uruguay. L'initiative, dont A. Blinken a souligné que les membres représentaient 90% du PIB du continent, ne comprend pas le Brésil et l'Argentine, mais devrait [selon l'administration](#) rester ouverte à tout pays poursuivant les objectifs qui ont présidé à sa création.

La [déclaration conjointe](#) et une [fiche technique](#) publiées à l'issue de la réunion ministérielle indiquent que l'accord visera à définir de nouveaux standards autour de quatre grandes thématiques : compétitivité régionale (croissance durable, facilitation des échanges, bonnes pratiques réglementaires et lutte contre les barrières non-tarifaires); résilience (des chaînes de valeur notamment); prospérité partagée (défense des droits des travailleurs, lutte contre la corruption) et

investissement inclusif et durable (*cf. infra*). L'administration espère conclure les négociations de ce partenariat d'ici à la fin de l'année 2023 [voir [Flash Accents du 27 janvier 2023](#)].

3. Les États-Unis, les Pays-Bas et le Japon auraient trouvé un accord sur le contrôle des exportations de semi-conducteurs avancés vers la Chine

Plusieurs articles de presse ([New York Times](#), [Politico](#), [Bloomberg](#)) rapportent qu'un accord a été trouvé vendredi 27 janvier entre les États-Unis, les Pays-Bas et le Japon sur le contrôle des exportations de semi-conducteurs avancés vers la Chine. Aucune confirmation officielle n'a néanmoins été publiée par les trois pays, qui avaient récemment réaffirmé l'importance de sécuriser leurs technologies critiques à l'occasion des déplacements successifs à Washington des Premiers ministres japonais et néerlandais le mois dernier [voir [Flash Accents du 20 janvier 2023](#)].

Les États-Unis avaient annoncé le 7 octobre 2022 un renforcement sans précédent de leurs mesures de contrôle des exportations vers la Chine dans le secteur des semi-conducteurs [voir [Flash Accents du 14 octobre 2022](#)]. Des discussions étaient en cours depuis plusieurs semaines avec les Pays-Bas et le Japon, pour que ceux-ci appliquent le même type de restrictions que les États-Unis à leurs fournisseurs d'équipements de productions de semi-conducteurs avancés (le néerlandais ASML et les japonais Tokyo Electron et Nikon Corp).

4. Le Président républicain de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants identifie le renforcement du contrôle des exportations vers la Chine comme sa priorité

Le renforcement du contrôle des exportations, « *c'est-à-dire arrêter de vendre à la Chine nos technologies* », est la priorité du représentant républicain Michael McCaul (Texas), nouveau président de la Commission des affaires étrangères. Dans un [entretien](#) à Politico le 30 janvier, M. McCaul a salué le renforcement récent des mesures américaines (*cf. supra*) tout en s'inquiétant des risques pour la compétitivité des entreprises américaines si le Japon et les Pays-Bas ne s'alignaient pas pleinement sur ces mesures. Il a également rappelé qu'il envisageait de lancer une revue du travail du BIS (*Bureau of Industry and Security*, en charge du contrôle-export au sein du Département américain du Commerce) et mis en

avant la proposition d'harmoniser les listes d'entités soumises à des mesures américaines de contrôle-export gérées par le Département du Commerce (*Entity List*) et le Département de la Défense (*Chinese Military Company List*).

5. L'administration Biden recourt à nouveau aux mécanismes de mise en œuvre de l'USCMA

Une semaine après une réunion des ministres adjoints au commerce américain, mexicain et canadien, lors de laquelle plusieurs irritants commerciaux avaient été évoqués [voir [Flash Accents du 27 janvier 2023](#)], l'administration Biden continue à mobiliser les mécanismes de mise en œuvre (« *enforcement* ») prévus par cet accord. Le 30 janvier, la Représentante américaine au Commerce K.Tai a [annoncé](#) l'activation du mécanisme dit « *de réponse rapide en matière de travail* » de l'USMCA, pour demander au gouvernement mexicain de s'assurer que les droits d'association et de négociation collective des travailleurs d'une usine automobile au Mexique soient respectés, après une première procédure enclenchée contre la même usine en juin 2022. Par ailleurs, le 31 janvier, les États-Unis ont [annoncé](#) avoir demandé l'établissement, aux termes de l'USMCA, d'un panel visant à évaluer la conformité à cet accord des contingents tarifaires imposés par le Canada sur ses importations de produits laitiers. Il s'agit de la deuxième demande des États-Unis visant le dispositif canadien, l'administration Biden estimant que la révision de ces contingents par le Canada à la suite d'un premier rapport de panel qui avait donné raison aux États-Unis en décembre 2021 n'était pas satisfaisante.

Brèves

- Le Sous-Secrétaire au Trésor américain Brian Nelson s'est [rendu](#) cette semaine au Sultanat

d'Oman (Mascate), aux Emirats arabes unis (Abou Dabi et Dubaï) et en Turquie (Ankara et Istanbul) pour évoquer la lutte contre le contournement des sanctions mises en place contre la Russie et « *les actions de l'Iran visant à déstabiliser la région* ».

- Le représentant républicain Adrian Smith, considéré comme un libéral favorable aux échanges commerciaux, a été [désigné](#) le 26 janvier pour présider le Sous-comité chargé des questions commerciales au sein de la Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 30 janvier trois individus liés à un réseau mexicain de trafic de fentanyl.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 31 janvier six individus et trois entités liés au coup d'État en Birmanie du 1^{er} février 2021. Des sanctions similaires ont été annoncées au Canada et au Royaume-Uni.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 1^{er} février 22 individus et entités pour leur participation à un réseau de contournement des sanctions au profit du complexe militaro-industriel russe. Ces sanctions ont été prises en partie sur la base d'informations partagées dans le cadre de la task-force plurilatérale REPO (« *Russian Elites, Proxies, and Oligarchs* ») créée en mars 2022 pour assurer la coordination de la mise en œuvre des sanctions visant la Russie.
- Les onze membres démocrates de la Commission spéciale sur la Chine [voir [Flash Accents du 13 janvier 2023](#)] ont été [désignés](#). Le représentant Raja Krishnamoorthi (Illinois) sera le chef de la minorité démocrate au sein de la Commission. Les membres républicains avaient déjà été désignés le 23 janvier [voir [Flash Accents du 27 janvier 2023](#)].

Climat - Énergie - Environnement

6. L'US EIA communique sur les réserves prouvées de gaz naturel et de pétrole aux États-Unis

Les communiqués de l'US Energy Information Administration (US EIA) du 30 janvier et du 1^{er} février reprennent les conclusions de l'étude détaillée et rendue publique fin décembre 2022 [intitulée](#) « *Proved Reserves of Crude Oil and Natural Gas in the United States, 2021* ».

Le premier communiqué [indique](#) que les réserves prouvées de gaz naturel aux États-Unis ont

augmenté de 32 % au cours de l'année 2021. Le second communiqué [indique](#) que les réserves prouvées de pétrole brut aux États-Unis ont augmenté de 16 % par rapport à 2020.

L'étude détaillée apporte des éléments de contexte pour appréhender ces informations et expose la méthode employée pour les établir en rappelant préalablement la notion de réserves prouvées. Les réserves prouvées sont des volumes estimés de ressources récupérables dans les conditions économiques et d'exploitations du moment. Les

estimations des réserves changent d'une année à l'autre notamment du fait de nouvelles découvertes, d'évaluations plus approfondies des champs existants, de changements des coûts de production ou des prix de vente.

Les estimations établies par l'US EIA sont fondées sur les informations transmises par 392 opérateurs, qui couvrent environ 90 % des réserves prouvées de pétrole et 93 % des réserves prouvées de gaz naturel au niveau national.

En 2021, la demande énergétique américaine a rebondi après avoir fortement chuté en 2020, du fait de la pandémie. Les prix moyens du pétrole brut et du gaz naturel aux États-Unis ont atteint leurs niveaux les plus élevés depuis 2014.

Les réserves prouvées de pétrole brut des États-Unis ont augmenté de 6,2 milliards de barils (+16 %), passant de 38,2 milliards de barils à 44,4 milliards de barils à la fin de l'année 2021.

Les réserves prouvées de gaz naturel américain ont augmenté de 4 300 milliards de mètres cubes (mmc) (+32 %), passant de 13 400 mmc à la fin de l'année 2020 à 17 700 mmc à la fin de l'année 2021, établissant ainsi un nouveau record pour les réserves prouvées de gaz naturel aux États-Unis.

7. Les États-Unis publient l'accord signé avec la RDC et la Zambie sur la chaîne de valeur des batteries

Le 18 janvier, le Département d'État a [communiqué](#) sur le protocole d'accord signé par les États-Unis, la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie sur la chaîne de valeur des batteries de véhicules électriques.

Ce protocole a été signé le 13 décembre 2022, lors du Sommet des leaders africains. Le protocole a été [publié](#) en ligne.

Le Département d'État indique que les États-Unis soutiendront l'engagement de la RDC et de la Zambie de développer conjointement une chaîne d'approvisionnement pour les batteries de véhicules électriques. Le protocole soutient leur objectif commun de construire une chaîne d'approvisionnement, de la mine à la chaîne de montage, tout en s'engageant à respecter les normes internationales pour prévenir, détecter et prendre des mesures juridiques pour lutter contre la corruption tout au long de ce processus.

Le communiqué précise que la RDC produit plus de 70 % du cobalt dans le monde, que la Zambie est le sixième producteur de cuivre au monde et le deuxième producteur de cobalt en Afrique. Il indique également que ce protocole permettra des investissements ouverts et transparents afin de construire une industrie durable et à valeur ajoutée en Afrique. Il précise également que le secteur privé

américain sera une ressource, tant pour les connaissances techniques que pour le financement. Enfin, le communiqué précise que le gouvernement américain travaillera avec la RDC et la Zambie pour s'assurer que le secteur privé dispose de conditions équitables dans la participation aux projets de cette chaîne d'approvisionnement.

8. L'administration Biden intègre le climat et l'énergie dans le Partenariat des Amériques

La déclaration commune [publiée](#) le 27 janvier par la Maison Blanche sur l'APEP (*cf. supra*) précise que le partenariat s'inscrit dans l'intention de faire face au changement climatique par l'atténuation, l'adaptation et la résilience, ainsi que par l'utilisation des énergies propres et renouvelables.

Les pays s'accordent sur ces actions qui confortent des objectifs mutuels en matière de sécurité énergétique, afin de garantir un accès suffisant et fiable à une énergie abordable. Dans cette démarche, les pays indiquent qu'ils chercheront à redynamiser les institutions économiques et financières régionales. Ils chercheront également à tirer parti des possibilités de co-investissement sur le continent américain, avec des alliés et des partenaires extérieurs.

Selon la déclaration, le partenariat cherche à encourager les investissements du secteur privé qui répondent aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Ils indiquent ainsi poursuivre l'amélioration de la protection de l'environnement afin de lutter contre la perte de biodiversité, de prévenir le trafic d'espèces sauvages et d'autres activités illégales, et de conserver leurs ressources naturelles pour les générations à venir.

9. Le Département de l'Énergie des États-Unis investit 131 M\$ pour réduire la pollution par le carbone

Le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) ce lundi 30 janvier l'octroi de 131 M\$ à 33 projets de recherche et développement visant à faire progresser le déploiement à grande échelle des technologies de gestion du carbone afin de réduire la pollution par le dioxyde de carbone (CO₂). Ces projets permettront de relever les défis techniques liés à la capture du CO₂ et d'évaluer les sites potentiels de stockage du CO₂, augmentant ainsi le nombre de sites en cours d'exploitation commerciale.

Cette enveloppe vient financer deux programmes du DoE.

D'une part, le DoE investit 38 M\$ dans 22 projets attribués dans le cadre de l'opportunité de financement *Carbon Management*. Ces projets ont

pour but de développer des technologies pour capturer le CO₂ provenant de sources utilitaires et industrielles ou directement de l'atmosphère et le transporter soit pour un stockage géologique permanent, soit pour une conversion en produits de valeur tels que des carburants et des produits chimiques. Ces projets soutiendront les objectifs de coût et de performance de l'initiative *Carbon Negative Shot* du DoE, qui vise à favoriser l'innovation dans les techniques de capture du CO₂ de l'atmosphère et de stockage permanent, à des échelles significatives pour moins de 100 \$/tonne métrique nette d'équivalent CO₂.

D'autre part, le DoE investit 93 M\$ dans 11 projets attribués dans le cadre du programme *CarbonSAFE: Phase II - Storage Complex Feasibility*. Ces projets amélioreront les procédures d'évaluation sûre, efficace et abordable des sites de projets de CO₂ terrestres et marins dans un complexe de stockage à l'échelle commerciale. Les

projets ont été sélectionnés dans le cadre de l'initiative *CarbonSAFE* (Carbon Storage Assurance Facility Enterprise) du DoE, qui se concentre sur le développement de sites de stockage géologique ayant le potentiel de stocker cumulativement 50 M de tonnes métriques de CO₂ ou plus.

Le captage et l'élimination du carbone peuvent tous deux permettre d'éliminer des centaines de millions de tonnes de pollution par le CO₂ par an, et ainsi de réduire considérablement les effets du changement climatique à terme.

D'après le communiqué, l'expansion de la capacité de stockage commercial du CO₂ et des industries connexes de gestion du carbone offrira des possibilités économiques aux communautés et aux travailleurs, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif du président Biden de parvenir équitablement à des émissions nettes de gaz à effet de serre nulles d'ici 2050.

Transport et Infrastructure

10. L'administration Biden annonce un montant de 800 M\$ pour financer l'amélioration des routes

Le 1^{er} février, le secrétaire américain aux transports, Pete Buttigieg, a [annoncé](#) l'octroi de 800 M\$ de subventions pour 510 projets dans le cadre du nouveau programme de subventions *Safe Streets and Roads for All* (SS4A), pour améliorer l'état des routes et réduire le nombre de décès liés à la circulation. Ce programme de subventions, établi par la *Bipartisan Infrastructure Law*, prévoit 5 Md\$ sur cinq ans pour des initiatives régionales, locales et tribales, afin de prévenir les décès et les blessures graves sur les routes du pays.

Cet investissement intervient alors que les accidents mortels de la circulation ont atteint en 2021 leur plus haut niveau depuis 16 ans, faisant 40 000 victimes, et que les données préliminaires indiquent qu'ils resteront proches de ces niveaux en 2022.

Les subventions du programme SS4A, destinées aussi bien à des projets de planification que de mise en œuvre, soutiennent la stratégie nationale de sécurité routière, lancée en janvier 2022 pour rendre les routes américaines plus sûres pour tous, y compris les cyclistes, les piétons et les travailleurs des services d'urgence et de construction, en mettant l'accent notamment sur la conduite responsable, la conception de routes plus sûres, la fixation de limites de vitesse appropriées et l'amélioration des soins après un accident.

En plus des subventions SS4A, la *Federal Highways Administration* accordera un total de 21 M\$ à 70 tribus pour améliorer la sécurité routière sur les terres tribales, afin notamment de réduire les sorties de route et d'améliorer sécurité des passages piétons.

Brèves

- Deux tremblements de terre récents au Texas [s'inscrivent](#) dans le cadre d'une recrudescence de l'activité sismique liée à la production de pétrole et de gaz.
- L'administration Biden [annonce](#) la disponibilité de près de 1,7 M\$ pour moderniser les flottes et déployer des bus de transport en commun propres dans toute l'Amérique.
- La FAA a [renforcé](#) son personnel chargé de superviser les mises à jour de son système de Notification des Missions Aériennes (NOTAM), dans le cadre de sa réponse à la débâcle d'un sous-traitant qui a conduit à clouer les avions au sol dans tout le pays pendant près de deux heures au début du mois.
- Alors que les régulateurs californiens ont lancé une consultation publique pour l'élaboration d'une régulation autorisant la circulation des semi-remorques à conduite autonome, les syndicats se tournent vers l'Assemblée législative de l'État pour demander une [nouvelle loi](#) qui, selon eux, protégera leurs emplois en obligeant une présence humaine dans le véhicule. La Californie comptant un

demi-million de routiers, l'issue de ce projet de loi pourrait façonner le futur de l'industrie du

transport routier, qui représente près de 900 Md\$ dans le pays.

Industrie

11. Boeing a livré son ultime 747

Le dernier exemplaire du Boeing 747 a été livré le 31 janvier à la compagnie spécialisée dans le fret aérien Atlas, marquant la fin de plus de 50 ans de production de cet appareil, qui avait effectué son vol inaugural en 1969. Ce dernier est sorti de l'usine d'Everett, dans l'État de Washington, la plus grande du monde en termes de volume, qui avait été construite spécifiquement pour la fabrication de ce modèle. Cette usine assemblera désormais des 767,

777, ainsi que des 737 MAX, comme l'a annoncé le constructeur en début de semaine à l'occasion de la publication de ses résultats financiers.

L'arrêt de la production des Boeing 747 avait été annoncée en 2016, face à la baisse des commandes et à l'insuffisance de la demande pour un modèle quadriréacteur, alors que les opérateurs leur préfèrent les modèles à deux moteurs plus économes en carburant. Plus de 400 Boeing 747 sont toujours exploités actuellement, principalement pour du fret.

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. La FDA annonce une réforme structurelle de son programme d'alimentation humaine

Suivant les recommandations du [rapport](#) d'évaluation de la Fondation Reagan-Udall et de l'[évaluation](#) interne de la réponse de la FDA à la crise du lait infantile, le commissaire de la FDA, Robert Califf, a [annoncé](#), le 31 janvier, une réorganisation du *Human Foods Program* sous la responsabilité d'un unique sous-commissaire à l'alimentation. Le programme fusionnera les fonctions du *Center for Food Safety and Applied Nutrition*, de l'*Office of Food Policy and Response* et certaines fonctions de l'*Office of Regulatory Affairs* (ORA) avec « des priorités claires axées sur la protection et la promotion d'un approvisionnement alimentaire américain sûr et nutritif qui s'adapte plus rapidement à un environnement en constante évolution ». L'ORA, en charge des opérations « de terrain » de la FDA, sera ainsi transformé pour se concentrer sur ses activités d'inspections, de tests en laboratoire, d'importation et d'opérations d'enquête. Ces changements devraient permettre à terme de résoudre le problème de manque de clarté dans la chaîne de commandement de l'agence qui a contribué à son manque de réactivité dans l'affaire du lait infantile. Robert Califf a par ailleurs annoncé la création d'un comité consultatif sur l'alimentation humaine et le renforcement des technologies de l'information pour pallier le manque de communication au sein de la FDA. L'annonce concrétise ainsi les demandes de réformes structurelles formulées par Frank Yiannas

dans sa [lettre de démission](#) de son poste de sous-commissaire de la FDA et par des sénateurs dans [deux lettres](#) datées du 30 janvier. Elle ne satisfait cependant que partiellement les attentes des représentants agricoles et associatifs. En effet, pour ces derniers, le *Center for Veterinary Medicine* aurait dû être davantage associé à la réforme en raison des implications de la santé animale pour le système alimentaire. Le directeur général de l'ONG Nourish Science, Jerold Mande, [souligne](#) également l'insuffisance des moyens et de l'attention consacrés à la lutte contre les maladies aiguës et chroniques d'origine alimentaire.

13. Un rapport met en lumière l'épuisement de la ressource en eau en Californie par son agriculture

Alors que la sécheresse et le changement climatique continuent de faire des ravages sur l'approvisionnement en eau de la Californie, l'ONG Food and Water Watch a publié le 31 janvier un [rapport](#) demandant à l'État de limiter les cultures fortement consommatrices en eau. Sont particulièrement visés les fruits à coques comme les amandes – une amande californienne nécessitant 12 litres d'eau – ainsi que la luzerne. Le rapport pointe que l'augmentation de la superficie consacrée aux cultures de fruits à coques (amandes, pistaches, noix...) a engendré l'utilisation de 520 milliards de gallons d'eau de plus en 2021 qu'en 2017 en Californie. Ce volume d'eau permettrait d'approvisionner plus de 34 millions de personnes, soit près de 90% de la population californienne. L'enjeu est de taille en Californie, qui

produit plus de 80% des amandes du monde et qui fournit environ 11% de l'approvisionnement alimentaire du pays, plus que tout autre État. Même si les agriculteurs et les éleveurs utilisent 14% d'eau en moins tout en ayant accru les rendements par 38% en 20 ans, la Californie est exsangue.

Ce rapport est publié alors que les négociations sur la répartition des eaux du Colorado, dont le niveau est historiquement bas, sont dans l'impasse. La Californie fait face à une [pression croissante](#) pour réduire la quantité d'eau qu'elle prélève dans le fleuve Colorado de la part des autres États concernés (Arizona, Colorado, Wyoming, Nevada, Utah, Nouveau-Mexique). Ces États demandent en effet une réduction drastique du pompage californien, qui est le plus important.

Brèves

➤ Dans le cadre de l'[Electric Infrastructure Program](#), Tom Vilsack a [annoncé](#), le 30 janvier, 2,7 Md\$ de prêts à destination de [64 projets](#) d'extension et de modernisation des infrastructures électriques rurales de 26 États. Parmi ces fonds, 613 M\$ serviront à

l'amélioration de la sécurité et de la fiabilité du réseau électrique, en particulier au bénéfice de communautés défavorisées.

- À l'occasion de la convention annuelle des Catfish Farmers of Arkansas, le sénateur John Boozman (R-AR) a [annoncé](#), le 27 janvier, l'approbation d'achat de l'USDA de 42 M\$ de produits de poissons-chats au bénéfice de divers programmes d'aide alimentaire et d'associations. Cette déclaration fait suite à une [lettre](#) de sénateurs demandant un soutien fédéral aux éleveurs de poissons-chats, confrontés à une forte hausse de leurs stocks et du coût de l'alimentation des poissons. La pandémie de Covid-19, le manque de main-d'œuvre et les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement ont contribué à l'allongement de la période d'élevage et donc, à cette hausse des stocks.
- Un an après la date butoir fixée par l'État de Californie par une loi de 2016, la ville de Los Angeles, qui avait bénéficiée d'une exemption le temps de construire les infrastructures nécessaires, impose enfin le [tri sélectif des déchets dont le compostage](#).

Numérique et Innovation

14. La FTC subit un revers judiciaire dans sa tentative de bloquer l'acquisition de Within par Meta

Le 31 janvier, un juge fédéral en Californie a autorisé Meta à conclure son acquisition de la startup de fitness en réalité virtuelle Within. Cette opération fait également l'objet d'une action déclenchée par la Federal Trade Commission (FTC) en juillet 2022 devant son tribunal administratif interne. Le juge californien a rejeté la demande de la FTC de bloquer l'accord, tout en prévoyant un délai d'une semaine à la FTC pour faire appel de la décision. Une audience sur l'affaire est prévue pour le 7 février devant ce juge fédéral. Le procès administratif devant la cour interne de la FTC doit théoriquement commencer le 13 février, indépendamment de la décision de la juridiction fédérale. La poursuite de la procédure interne de la FTC s'annonce cependant plus difficile car visant à annuler une acquisition qui devrait être menée à bien avant la fin du contentieux. Bien que la décision du juge fédéral ne lie pas le juge interne de la FTC, le jugement californien est susceptible de conduire la FTC à réexaminer l'opportunité de la procédure. En effet, la FTC abandonne généralement une contestation de fusion si elle perd l'injonction préliminaire initiale devant un

tribunal fédéral. Si la FTC poursuit sa cause et gagne, Meta pourra alors faire appel devant une cour d'appel fédérale de son choix.

15. La NTIA appelle à stimuler la concurrence sur les marchés des applications mobiles

La National Telecommunications and Information Administration (NTIA) a publié le 1^{er} février un [rapport](#), intitulé «*Competition in the Mobile Application Ecosystem*» affirmant que le modèle actuel des magasins d'applications mobiles est néfaste pour l'intérêt des consommateurs et des développeurs et recommande des changements de politique pour y remédier. Le rapport désigne nommément Apple et Google comme deux *gatekeepers* des applications, *via* leurs plateformes de magasins d'applications. Il affirme également que les politiques de ces entreprises peuvent nuire aux consommateurs en gonflant les prix et en étouffant l'innovation. Le rapport et les recommandations de la NTIA font partie des efforts de l'administration Biden pour promouvoir l'innovation et la concurrence. La NTIA a identifié deux entraves principales à un écosystème d'applications plus compétitif: (i) les consommateurs ne peuvent généralement pas

obtenir d'applications en dehors du modèle d'App Store, contrôlé par Apple et Google, limitant l'accès des innovateurs à un ensemble de consommateurs; (ii) Apple et Google créent des obstacles en imposant des limites techniques (restriction du fonctionnement des applications, obligation pour les développeurs de passer par des processus de révision lents et opaques). Bien que les politiques actuelles des magasins d'applications offrent certains avantages aux consommateurs, notamment la possibilité de contrôles de sécurité plus stricts, le rapport souligne que les coûts l'emportent largement sur les avantages et que les protections de la confidentialité et de la sécurité peuvent toujours être obtenues dans un environnement plus concurrentiel. Le rapport recommande plusieurs changements pour améliorer l'écosystème d'applications pour les utilisateurs, notamment: (i) les consommateurs devraient avoir plus de contrôle sur leurs appareils. Ils devraient pouvoir choisir leurs propres applications par défaut, utiliser d'autres magasins d'applications mobiles et supprimer ou masquer les applications préinstallées; (ii) les opérateurs de magasins d'applications ne devraient pas pouvoir « auto-préférer » leurs applications de manière anticoncurrentielle. Les opérateurs ne doivent pas être en mesure de favoriser leurs propres applications dans la façon dont elles apparaissent dans les résultats de recherche ou de discriminer d'autres applications similaires aux leurs; (iii) les opérateurs devraient lever les restrictions sur les moyens alternatifs permettant aux consommateurs de télécharger et d'installer des applications; (iv) les magasins d'applications ne devraient pas pouvoir imposer aux développeurs l'utilisation de leur système de paiement.

16. L'UE et les États-Unis signent un accord administratif sur l'IA

Le 27 janvier, l'UE et les États-Unis ont [annoncé](#) un accord administratif sur l'intelligence artificielle et

l'informatique (*Administrative Arrangement on Artificial Intelligence and computing*) pour relever les « défis mondiaux pour le bien public » dans les domaines du changement climatique, des catastrophes naturelles, de la santé, de l'énergie et de l'agriculture. Cet accord est signé entre la DG Connect et le Département d'État américain. Il prévoit de renforcer la collaboration transatlantique dans le domaine de la recherche sur l'IA dans les cas d'usages cités: prévisions météorologiques et climatiques extrêmes, gestion des interventions d'urgence, santé et médecine, optimisation du réseau électrique et optimisation de l'agriculture. Il s'agira de travailler à construire des modèles d'IA conjoints sans mutualisation ou transfert des données d'entraînement. Ceci permettra d'améliorer l'accès à des modèles d'IA plus perfectionnés. Dans le cadre de ce partenariat, plusieurs types de données seraient exploitées dans un modèle d'IA commun qui produirait de meilleurs résultats pour les gestionnaires d'urgence, les opérateurs de réseau et d'autres qui s'appuient sur l'IA pour améliorer les systèmes.

Brèves

- Le licenciement de 12 000 employés annoncé par Google touchera au moins 1 845 travailleurs en Californie, dont 1 608 dans la région de la baie de San Francisco, et sera effectif au 31 mars. Plus précisément, sont touchées les villes de San Bruno (siège de YouTube), Palo Alto et Mountain View (siège de Google, 1 436 emplois supprimés).
- Les discours des dirigeants d'Apple Inc. et les politiques imposées aux employés, accusés notamment de les empêcher de discuter entre eux ou à la presse de leurs conditions de travail, ont été jugés illégaux par les procureurs du National Labor Relations Board (NLRB) des États-Unis, qui estiment qu'ils violent les droits des travailleurs.

Santé

17. La FTC sévit contre les entreprises qui partagent les données de santé de leurs clients

Dans le cadre d'une action contraignante inédite, la FTC a [annoncé](#) mercredi qu'elle était parvenue à un accord avec GoodRx (fournisseur de services de télésanté et comparateur pour l'achat de médicaments en ligne) sur une amende et des mesures correctives suite au partage de données de

santé de leurs clients avec des tiers comme Google ou Facebook.

L'agence a déposé un projet d'ordonnance prévoyant une amende de 1,5 M\$ et l'application de mesures correctives auprès du tribunal fédéral du district nord de la Californie (où est basée l'entreprise GoodRx), qui doit encore approuver l'accord.

Il s'agit de la première mesure d'exécution prise par la FTC à l'encontre d'une entreprise pour violation

présumée de la règle de notification des atteintes à la santé, adoptée par l'agence en 2009. La FTC a déclaré que la société n'avait pas mis en place de processus internes suffisants pour protéger les données de santé des consommateurs ou pour limiter l'accès des tiers à ces données.

GoodRx a accepté un règlement à l'amiable, mais a déclaré qu'elle ne reconnaissait pas avoir commis de faute et qu'elle ne pensait pas que les exigences détaillées dans l'ordonnance auraient un impact important sur ses activités.

Si le tribunal confirme l'accord, GoodRx n'aura plus le droit de divulguer les données de santé de ses utilisateurs à des tiers à des fins publicitaires et devra obtenir leur consentement explicite pour partager leurs données à toute autre fin. L'ordonnance interdit également l'utilisation de technologies permettant de manipuler les utilisateurs (« *dark patterns* »).

Brèves

- Amazon a **ajouté** un nouvel avantage (RxPass) à son service d'abonnement Prime, permettant à ses membres d'accéder aux prescriptions de médicaments génériques pour 5\$ par mois. RxPass est lancé dans « *la plupart des États américains* », selon Amazon. La liste comprend des médicaments populaires contre l'hypertension, l'anxiété et le reflux acide.
- Les heures d'ouverture des pharmacies de Walmart et CVS seront **réduites** à partir de mars, les grands distributeurs continuant à faire face à une pénurie nationale de personnel pharmaceutique. L'année dernière, CVS a commencé à fermer la plupart de ses pharmacies à l'échelle de l'entreprise de 13h30 à 14h00 tous les jours pour donner au personnel une pause déjeuner quotidienne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.